

Unité départementale du Rhône  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes  
5 place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 30/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COTELLE SA**

600 AVENUE DE L INDUSTRIE  
CS 90121  
69140 Rillieux-La-Pape

Références : UD-R-CRT-26-19-MPS

Code AIOT : 0006104048

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement COTELLE SA implanté 600 AVE. DE L'INDUSTRIE 69140 Rillieux-la-Pape. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la procédure de cessation d'activité de l'établissement, effective depuis le 01/01/2025. Elle fait suite à la transmission de plusieurs documents, parmi lesquels figurent le dossier de notification de cessation d'activité référencé LYO-RAP-24-13873B du 07/01/2025, le dossier de mise en sécurité accompagné de l'attestation de sécurité LYO-RAP-24-13965A du 18/09/2025, ainsi qu'une note de synthèse relative aux investigations environnementales complémentaires concernant les PFAS, portée sous la référence LYO-DIV-25-14437A du 30/09/2025.

La visite d'inspection a également pour objectif de préparer l'attestation mémoire (ATTES MÉMOIRE), incluant le mémoire de réhabilitation du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COTELLE SA
- 600 AVE. DE L'INDUSTRIE 69140 Rillieux-la-Pape
- Code AIOT : 0006104048
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société COTELLE, filiale du groupe Colgate Palmolive, exploite à Rillieux-La-Pape (Rhône) des installations de formulation et de conditionnement d'eau de Javel, de produits détergents et d'assouplissants. Le site fabrique également des bandes et flacons en plastique pour le conditionnement des produits finis.

Le site est classé Seveso seuil haut au titre de la nomenclature des installations classées. Son fonctionnement est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2010 modifié.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 9

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Usage futur   | Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-2       | Demande d'action corrective  | 15 jours              |
| 4  | Obligations liées à la mise en sécurité_risques incendie et explosion | Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3° | Demande de justificatif à l'exploitant   | 15 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire  | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 2  | Obligations liées à la mise en sécurité_gestion des déchets | Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1° | Sans objet        |
| 3  | Obligations liées à la mise                                 | Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2° | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
|    | en<br>sécurité_accès  |   |                   |
| 5  | Obligations<br>liées à la mise<br>en<br>sécurité_surveil<br>lance | Code de l'environnement du<br>06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4° | Sans objet        |
| 6  | Préservation<br>des terrains<br>voisins et des<br>intérêts        | Code de l'environnement du<br>06/07/2024, article R. 512-75-1.V     | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est assurée que les actions de mise en sécurité définies par l'exploitant ont bien été mises en place et sont proportionnées aux enjeux du site. Certaines actions sont à réaliser par l'exploitant dans le cadre de la procédure de cessation, mais elles ne remettent pas en cause la mise en sécurité du site. Compte tenu des documents fournis et de la visite des installations réalisée, l'inspection constate que le site est placé dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité. La remise de l'ATTES mémoire est attendue pour le 30/03/2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Usage futur

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.</p> <p>II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</p> |

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

#### **Constats :**

##### Constats documentaires :

Les éléments analysés révèlent que l'arrêté préfectoral (AP) ne prévoit aucun usage futur pour le site. En revanche, le dossier de notification de cessation d'activité transmis par COTELLE (LYO-RAP-24-13873B, page 5, paragraphe 1.1) propose un usage futur à vocation industrielle. Cet usage s'avère cohérent avec le zonage UEi2 du Plan Local d'Urbanisme et de l'Habitat (PLUH) de la Métropole de Lyon, ainsi qu'avec les activités historiques du site. Il convient cependant de préciser que le PLUH classe la zone UEi2 en vocation mixte (incluant tertiaire, commerce et industrie) et non en vocation exclusivement industrielle. Par ailleurs, aucun désaccord avec les collectivités locales ou les propriétaires des terrains n'a été mentionné dans les documents consultés, COTELLE étant par ailleurs propriétaire du terrain concerné.

##### Constats issus de la visite sur site :

Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas notifié à la Mairie de Rillieux-la-Pape sa proposition relative à l'usage futur du site. De plus, l'exploitant a indiqué envisager une redéfinition de la vocation du site, passant d'un usage strictement industriel à un usage mixte (industriel et tertiaire), dans le but de favoriser sa reprise ou son rachat par un tiers.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Demande n°1 :

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la notification de sa proposition d'usage future

du site à la Mairie de Rillieux-la-Pape, sous 15 jour à compter de la date de réception du présent rapport. La réponse de la collectivité devra être communiquée à l'inspection dans les plus brefs délais.

Demande n°2 :

En cas de modification de l'usage futur proposé, l'inspection demande à l'exploitant de justifier que le nouvel usage proposé est compatible avec les diagnostics environnementaux réalisés.

Rappel :

L'inspection rappelle à l'exploitant que le dossier de l'ATTES Mémoire, incluant les détails du projet de redéfinition, soit déposé le 30 mars 2026 au plus tard, délai impératif au regard des dispositions réglementaires en vigueur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Obligations liées à la mise en sécurité\_gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

**Constats :**

Constats documentés :

1. Gestion des produits dangereux :

Les produits dangereux situés hors cuves, tels que les huiles usagées, les produits de nettoyage, les piles, les aérosols et les néons, ont été entièrement évacués et traités par des filières agréées, comme en attestent les informations consignées dans le dossier *LYO-RAP-24-13965A* (pages 10 et 11, Tableau 1 et Annexe C). Concernant les cuves, qu'elles soient aériennes ou semi-enterrées et destinées au stockage ou au mélange, celles-ci ont été vidangées, nettoyées et dégazées, tandis que les eaux de lavage issues de ces opérations ont été évacuées vers des filières agréées, conformément aux détails fournis aux pages 12, 13 et 14 (Tableau 2) du même dossier.

S'agissant de l'amiante, un Dossier Technique Amiante (DTA) a été établi en 2021, et des contrôles périodiques ont été réalisés depuis. Aucun risque immédiat n'a été identifié à ce jour (page 15 du dossier *LYO-RAP-24-13965A*). Toutefois, dans l'hypothèse d'une démolition future des bâtiments du site, il est prévu qu'un diagnostic destructif complémentaire soit réalisé par une société spécialisée afin de compléter les données du DTA.

2. Gestion des déchets :

Les déchets, qu'ils soient dangereux ou non dangereux, incluant la ferraille, les palettes, les déchets industriels banals (DIB), les emballages souillés et les boues issues de la station d'épuration (STEP), ont été évacués vers des filières agréées, comme le confirment les informations reportées aux pages 10 et 11 (Tableau 1 et Annexe C) du dossier *LYO-RAP-24-13965A*.

Par ailleurs, les mesures prévues aux paragraphes 7.1 et 7.2 du dossier de notification de cessation d'activité ont été dûment justifiées dans le dossier de mise en sécurité et l'attestation de sécurité.

Constats issus de la visite sur site :

Lors de l'inspection, il est constaté que la cuve destinée aux huiles usagées est vide et a fait l'objet d'un nettoyage complet. Les vannes des cuves précédemment utilisées pour le stockage de l'eau de Javel sont ouvertes, et aucune trace résiduelle de produit n'a été détectée. Par ailleurs, la cuve d'assouplissant n°5 (STEPANTEX) ainsi que la cuve d'assouplissant mélangeur n°18 présentent un état vide et nettoyé. Les vannes des tuyauteries associées sont toutes en position fermée.

Des déblais des forage réalisés dans le cadre des diagnostics environnementaux, conditionnés dans des big-bags, sont présents sur le site. Après analyse, ces déblais ont été classés comme non dangereux et peuvent, en conséquence, être réintroduits à leur emplacement d'origine sur le site. Des conteneurs dédiés aux déchets ménagers ont été observés sur place. L'exploitant a précisé que ceux-ci sont mis à disposition du service de maintenance et sont collectés par la Métropole de Lyon.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Obligations liées à la mise en sécurité\_accès

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

**Constats :**

L'inspection n'a relevé aucune non-conformité aux prescriptions réglementaires mentionnées ci-dessus.

Les constats détaillés figurent dans la partie confidentielle du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** Obligations liées à la mise en sécurité\_risques incendie et explosion

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

**Constats :**

Constats documentés :

Le dossier de notification de cessation d'activité (LYO-RAP-24-13873B, page 8) ainsi que le dossier de mise en sécurité (LYO-RAP-24-13965A, pages 10 à 15 et 18, tableaux 1 et 2) détaillent les mesures mises en œuvre sur le site.

Concernant la mise hors énergie du site, il a été procédé à la consignation de l'alimentation électrique, à l'exception des équipements indispensables à la sécurité. Parmi les cinq transformateurs secs maintenus sur place, deux restent actifs afin d'assurer le fonctionnement des dispositifs de sécurité, tandis que les trois autres ont été consignés. Aucune présence de polluants de type PCB n'a été détectée dans ces équipements. Par ailleurs, la canalisation de gaz a été coupée et inertée par GRDF, et les réseaux d'eau n'ont pas été démantelés, afin de permettre leur utilisation future par un éventuel repreneur.

Le dossier atteste également de l'absence de forage actif sur le site. L'ensemble des produits dangereux a été évacué, et les cuves ainsi que les tuyauteries ont été vidangées et nettoyées de manière exhaustive. Enfin, les moyens de lutte contre l'incendie, tels que les gicleurs « *sprinklage* », les extincteurs, les robinets d'incendie armés (RIA) et le poteau incendie, sont maintenus en état opérationnel.

Les mesures prévues au paragraphe 7.3 du dossier de notification de cessation d'activité ont été justifiées dans le dossier de mise en sécurité et l'attestation de sécurité.

#### Constats issus de la visite sur site :

Lors de la visite, il a été constaté que les cinq transformateurs présents sur le site étaient de type sec (sans huile) et, de par leur conception, ne contenaient pas de polychlorobiphényles (PCB). Contrairement aux mentions du rapport de mise en sécurité, seulement deux de ces transformateurs ont été mis hors énergie et mis à la terre au niveau des cellules haute tension, tandis qu'aucun des cinq transformateurs n'a été consigné. En revanche, les départs en basse tension des équipements non essentiels à la sûreté et à la sécurité du site ont bien été consignés. Des non-conformités ont été relevées dans le rapport de maintenance ponctuelle 2024 (référence 18767PONC-PT du 12/11/2024) ainsi que dans le rapport de visite de contrôle et de nettoyage 2025 (référence 19733AN1VCN-PLC du 24/10/2025), certaines de ces non-conformités étant récurrentes.

Le maintien opérationnel des moyens de lutte contre les incendies a été vérifié sur place. Les équipements, incluant les extincteurs, les robinets d'incendie armés (RIA) et les commandes de désenfumage, ont été contrôlés en septembre 2025 par un organisme agréé. Les gicleurs incendies (*sprinklage*) sont toujours en service, et des tests hebdomadaires ont été réalisés les 6, 12 et 20 /01/2026.

La vanne d'arrivée de gaz est condamnée en position ouverte et la canalisation du site est déconnectée du réseau « Gaz de ville ». Concernant les cuves et les tuyauteries, celles-ci sont vides et nettoyées, comme précisé dans le constat n°2.

L'induction d'eau reste active pour répondre aux besoins de maintenance opérationnelle et de gardiennage. L'exploitant procède régulièrement à des vidanges des bassins d'eaux résiduaires, comme en attestent les bordereaux de suivi de déchets (BSD) concernant interventions réalisées les 16 et 30 /09/2025, 1er, 11 et 12 /12/2025, ainsi que le 14/01/2026.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Demande n°3 :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier la réalisation des actions correctives nécessaires comme suite aux observations du rapport de maintenance ponctuelle 2024 (référence: 18767PONC-PT du 12/11/2024) ainsi que du rapport de visite de contrôle et de nettoyage 2025 (référence: 19733AN1VCN-PLC du 24/10/2025).



|   |
|---|
|   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                               |

**N° 5 : Obligations liées à la mise en sécurité\_surveillance**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats documentés :</u></p> <p>Les dossiers de notification de cessation d'activité (LYO-RAP-24-13873B, page 20), de mise en sécurité (LYO-RAP-24-13965A, page 17, tableaux 1 et 2, annexes A, B et C), les investigations environnementales de phase II (LYO-RAP-25-14217A, pages 19 à 22) ainsi que la note de synthèse des investigations environnementales complémentaires (PFAS_LYO-DIV-25-14437A, pages 9 et 10) révèlent les éléments suivants :</p> <p>Aucune nappe superficielle n'a été identifiée jusqu'à une profondeur de huit mètres. Par ailleurs, les investigations confirment l'absence de pollution transférable vers les milieux voisins, y compris pour les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS). Les concentrations de PFAS, bien que localisées dans la zone d'entraînement incendie (avec des valeurs comprises entre 0,1 et 19 µg/kg), restent faibles et inférieures aux seuils européens. Les hydrocarbures et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) présentent une détection très localisée, avec des valeurs maximales de 44 mg/kg pour les hydrocarbures et de 4,2 mg/kg pour les HAP, toutes deux inférieures aux seuils réglementaires. Enfin, les concentrations en métaux relevées s'inscrivent dans les gammes naturelles définies par l'INRA.</p> <p>La vulnérabilité des aquifères est considérée comme faible en raison de leur profondeur, supérieure à vingt mètres, ainsi que de la présence de couches argileuses imperméables en surface. Il est également établi que le réseau d'eaux résiduaires industrielles a été déconnecté du réseau communal depuis 2011. Ces eaux sont désormais collectées dans des cuves ou des bassins, où elles sont stockées temporairement avant d'être évacuées vers des filières de traitement des déchets. Les réseaux d'eaux résiduaires industrielles ont fait l'objet d'un curage et d'un nettoyage, tandis que les cuves et bassins associés ont été vidangés et leurs alimentations obturées. Aucun indice visuel de pollution n'a été relevé.</p> <p>Les mesures de surveillance environnementale prévues dans le dossier de notification ont été justifiées dans le dossier de mise en sécurité et l'attestation de sécurité. Les investigations réalisées confirment ces dispositions. L'attestation de sécurité valide ces conclusions en précisant qu'« aucune mesure de gestion des sols n'est préconisée » et que « les dispositions mises en œuvre sont conformes à l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement ». Ainsi, les mesures initialement prévues s'avèrent cohérentes, adaptées et justifiées par les résultats des études</p> |

environnementales.

Constats issus de la visite sur site :

Aucune pollution n'a été observée visuellement lors de la visite. L'exploitant procède régulièrement à des vidanges des bassins d'eaux résiduaires, comme en attestent les bordereaux de suivi des déchets (BSD) relatifs aux interventions réalisées les 16 et 30/09/2025, 1er, 11 et 12 /12/2025, ainsi que le 14/01/2026 (voir constat n°4).

L'exploitant a informé l'inspection de son intention de rejeter les eaux pluviales actuellement retenues dans les bassins de rétention vers le réseau communal des eaux pluviales. Une demande en ce sens sera adressée au gestionnaire du réseau. Pour motiver cette démarche, l'exploitant invoque l'absence de produits chimiques dans les cuves associées aux rétentions, des résultats d'analyses démontrant que ces eaux ne sont pas polluées par le passif de ses installations et le coût élevé des interventions de pompage et de gestion en filière déchets de ces mêmes eaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Préservation des terrains voisins et des intérêts**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.V

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

**Constats :**

Constats documentés :

Les documents transmis attestent d'une évacuation complète des déchets et des produits dangereux, éliminant ainsi tout risque de pollution ou d'incendie pour les terrains adjacents. Ils confirment également l'absence de pollution résiduelle dans les sols et les eaux, soulignant une faible vulnérabilité des aquifères profonds et l'absence de transfert de pollution vers les milieux voisins. Enfin, ces documents mentionnent que le site, ses équipements et ses bâtiments ont été verrouillés, et que les bâtiments présentent un bon état apparent, sans risque d'effondrement.

Constats issus de la visite sur site :

Lors de l'inspection, dans les zones visitées, aucun déchet n'a été observé, à l'exception des déchets ménagers, comme précisé dans le constat n°2. Par ailleurs, aucune pollution apparente en surface (voir constat n°5) n'a été relevée, et aucune accumulation de poussières n'a été constatée.

**Type de suites proposées :** Sans suite